

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2016 n°15

20 mars 2017

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Les ODD mettent l'accent sur le genre à travers l'objectif qui vise à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes et des filles et à garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction, à tous les niveaux décisionnels, de la vie politique, économique et publique.

Editorial

Le quatrième trimestre de l'année 2016 a été caractérisé essentiellement par l'organisation et la célébration de la 26ème Journée Africaine de la Statistique (JAS) ainsi que la formation des cadres du système statistique national (SSN) en management et Plaidoyer/Lobbying.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 15 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du quatrième trimestre 2016.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

Dossier du trimestre. Effets genre sur la structure de consommation des ménages au Mali en 2014 : Application de la courbe d'Engel

Les problématiques sur le genre et le développement suscitent aujourd'hui une attention particulière des chercheurs, des décideurs politiques et des institutions internationales. Ces questions sont soulevées dans tous les pays et surtout dans les pays en développement où les femmes n'ont pas les mêmes avantages que les hommes.

Les objectifs du développement durable (ODD) mettent l'accent sur le genre à travers l'objectif qui vise à éli-

miner toute discrimination à l'égard des femmes et des filles et à garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction, à tous les niveaux décisionnels, de la vie politique, économique et publique.

La première intitulée « Dossier du trimestre » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « Effets genre sur la structure de consommation des ménages au Mali en 2014 : Application de la courbe d'Engel ».



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

La seconde rubrique, intitulée « Les utilisateurs et nous », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

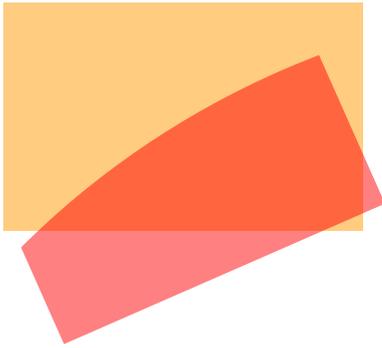
Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur Bassidy DIABATE, Coordinateur du Groupe Suivi Budgétaire (GSB) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

seulement 14 sur un total de 147 en 2013, soit 9,5%. Ce constat est également fait au niveau des ménages où moins de 10% sont dirigés par des femmes.

Plusieurs études ont porté sur le bien-être des ménages dans les pays en développement. Celles-ci se focalisent davantage sur les dépenses globales de consommation des ménages sans, toutefois, mettre l'accent sur la structure de consommation.

En ce qui concerne le Mali, 45% des hommes ont été au moins à l'école primaire en 2014 contre 31% des femmes. Le nombre de femmes députés s'élevait à



Alors que l'analyse approfondie de la répartition des dépenses suivant ses différentes composantes (alimentation, logement, transport etc.) peut aider à comprendre plusieurs aspects au sein des ménages.

Ces aspects sont relatifs, entre autres, à la répartition des dépenses entre les membres du ménage et selon le sexe. Cette considération permet de comprendre éventuellement l'existence d'une discrimination entre les femmes et les hommes ou entre les filles et les garçons.

Ainsi, le lien entre la structure de consommation et le sexe a intéressé certains auteurs. Ces derniers ont cherché à analyser l'hypothèse d'un biais sexuel à l'encontre des femmes sur la consommation des ménages.

En se basant sur la théorie de la demande, Deaton (1989) montre qu'il n'y a pas de discrimination selon le sexe des enfants à partir des données portant sur la consommation de la Côte-d'Ivoire et de la Thaïlande.

Subramanian et Deaton (1991) suggèrent la même conclusion dans l'Etat de Maharashtra en Inde. A partir des données de l'enquête auprès des ménages (1994-1995) du Burkina Faso, Lachaud (1997) suggère que l'hypothèse d'un biais sexuel intra-ménage à l'encontre des filles semble être plus probable en Afrique. Enfin, sur la base des données de l'enquête auprès des ménages de 1997 et 1998, Lefebvre (2006) suggère que l'effet de « genre » dans les dépenses familiales est peu marqué et systémique au Canada.

Méthodologie

Pour appréhender l'effet du genre sur la structure de consommation des ménages, la courbe d'Engel proposée par Working en 1943 sera utilisée. Cette courbe met en relation la part des dépenses totales consacrées à chaque bien ou fonction de consommation au logarithme de la dépense totale par tête des caractéristiques socioéconomiques et démographiques des mé-

nages. Cette étude utilise la même méthodologie que Deaton (1987), Lachaud (1997) et plusieurs autres chercheurs.

$$w_i = \alpha_i + \beta_i \cdot \ln\left(\frac{x}{n}\right) + \eta_i \ln(n) + \sum_{j=1}^{J-1} \theta_{ij} \cdot \left(\frac{n_j}{n}\right) + \gamma_i' z + u_i$$

La spécification du modèle est :

W_i (variable dépendante) est le coefficient budgétaire de la fonction ou le bien i.

x : la dépense totale du ménage.

n : la taille du ménage.

n_j est le nombre de personnes dans le ménage appartenant à la ^jème tranche d'âge selon le sexe ;

z : un vecteur de caractéristiques sociodémographiques des ménages

u_i : l'erreur.

Le coefficient β_i contrôle l'élasticité de dépenses totales des ménages (ϵ_i), déterminée à partir de la formule suivante :

$$\epsilon_i = 1 + \beta_i / w_i$$

En effet, l'élasticité mesure la façon dont varie la quantité demandée quand augmente le revenu avec des prix inchangés. Ici le revenu est approximé par les dépenses. En fonction de la valeur de l'élasticité, on peut catégoriser les biens.

Lorsque l'augmentation du revenu engendre une diminution de la demande : le bien est inférieur ($\epsilon_i < 0$). En d'autre terme, au fur et à mesure de l'augmentation des revenus la demande d'un bien inférieur diminue.

En revanche, lorsque l'augmentation du revenu entraîne l'augmentation de la demande : le bien est dit supérieur ($\epsilon_i > 0$). Un bien supérieur est soit normal, soit de luxe.

Lorsque le revenu d'un bien augmente et la demande de ce bien augmente plus vite que le revenu : la part du revenu consacrée à l'achat du bien (le coefficient budgétaire) augmente : le bien est un bien (supérieur) de luxe ($\epsilon_i > 1$).

Lorsque le revenu augmente la demande augmente mais moins que le revenu : la part du revenu consacrée à l'achat (le coefficient budgétaire) du bien diminue : le bien est un bien (supérieur) ou normal ou prioritaire de première nécessité ($0 < \epsilon_i < 1$).

Le coefficient η_i permet d'analyser l'influence de la taille des ménages sur les biens ou les fonctions de consommation. Lorsque ce coefficient est positif, cela signifie que la part des dépenses sur le bien ou la fonction i croît avec la taille des ménages et inversement lorsqu'il est négatif.

Les effets de genre selon les tranches d'âge sont appréhendés à partir des coefficients (n_j / n). Pour cela, dix (10) tranches d'âges ont été calculé dont cinq(5) pour les hommes et cinq (5) pour les femmes. Il s'agit de trois tranches d'âges, 0 à 4 ans, 5 à 9 ans et 10 à 14 ans, pour les enfants et deux tranches d'âges, 15 à 54 ans et 55 ans et plus, pour les adultes. Afin d'éviter les problèmes d'autocorrélation, la dixième tranche d'âge c'est-à-dire les femmes âgées d'au moins 55 ans a été enlevée de la régression.

Les coefficients γ_i' permettent de capter l'effet des caractéristiques démographiques sur la structure de consommation. Pour notre part, nous avons utilisé la région, le milieu de résidence et le sexe du CM.

Présentation des données

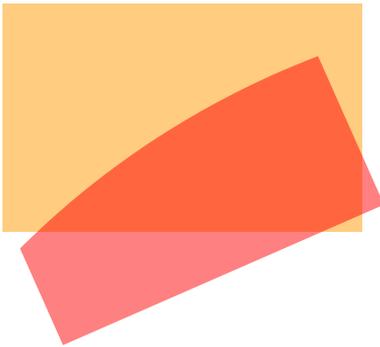
Les données proviennent de l'EMOP qui est une enquête par sondage, stratifiée à deux degrés à allocation proportionnelle au premier degré. Les 8 régions du Mali et la ville de Bamako constituent les domaines d'étude. L'échantillon est représentatif selon le milieu de résidence de la population (urbain et rural). Le dispositif de l'EMOP est conçu pour une collecte de données à quatre passages dans l'année. Chaque passage dure trois mois.

Les résultats de l'enquête sont significatifs au niveau national, dans chacune des régions enquêtées et le district de Bamako et selon le milieu de résidence (urbain et rural).



La courbe d'Engel proposée par Working en 1943 met en relation la part des dépenses totales consacrées à chaque bien ou fonction de consommation au logarithme de la dépense totale par tête des caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages en vue d'appréhender l'effet du genre sur la structure de consommation des ménages.





La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.

La journée Africaine de la Statistique est organisée en vue de sensibiliser les décideurs et le public sur le rôle important que joue la statistique dans le développement de la vie économique et sociale en Afrique, ainsi que dans le reste du monde.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques, l'INSTAT a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des mois d'août, septembre et octobre 2016 ;
- l'Indice des Matériaux de Construction (IMC) des mois d'août, septembre et octobre 2016.

Il a également publié :

- le Rapport d'analyse de l'EMOP 1er passage 2016 ;
- le Recueil de données du système d'information sur la pêche et l'aquaculture SIPA 2010-2015 ;
- le Recueil de données du système d'information statistiques environnementales SISe 2010-2015.

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N° 14 »

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT a organisé du 17 au 19 octobre 2016 l'atelier de formation en Plaidoyer/Lobbying en vue de doter les cadres de l'INSTAT et des autres structures du SSN des compétences pour une meilleure adhésion des autorités politiques, des décideurs locaux et les PTF au financement des activités statistiques de manière régulière et permanente. L'atelier a été financé par la Statistique Suède.

Il a également organisé toujours sur financement de la Statistique Suède, la formation de ses cadres en Management en vue d'améliorer la qualité du management pour une performance soutenue des activités de l'Institut.

L'INSTAT a enfin organisé la 26ème Journée Africaine de la Statistique en vue de sensibiliser

les décideurs et le public sur le rôle important que joue la statistique dans le développement de la vie économique et sociale en Afrique, ainsi que dans le reste du monde.

L'INSTAT a participé du :

- 03 au 06 octobre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) au voyage d'études dans le cadre du partage d'expérience en matière d'utilisation des NTIC pour la réalisation du Recensement Général de la Population ;
- 02 au 08 octobre 2016 à Nouakchott (Mauritanie) à l'atelier de formation nationale sur les statistiques de la sécurité alimentaire dans le cadre du projet GCP/GLO/540/ITA ;
- 23 au 29 octobre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) à l'atelier régional sur les meilleures pratiques de prévision macroéconomique comptes nationaux trimestriels et l'utilisation de l'information conjoncturelle dans les prévisions macroéconomiques ;
- 24 au 27 octobre à Dakar (Sénégal) à la formation en leadership et coordination des SSN ;
- 31 octobre au 17 novembre 2016 à Casablanca (Maroc) au voyage d'études sur les statistiques d'entreprise ;
- 02 au 06 novembre 2016 à Johannesburg (Afrique du Sud), à la réunion du Groupe Technique de travail de la Plateforme nationale d'Evaluation -Mali ;
- 07 au 11 novembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire), aux travaux d'élaboration d'une nouvelle maquette de la Base de Données de la Surveillance Multilatérale (BDM) ;
- 10 au 14 novembre 2016 à Addis-Abeba (Ethiopie) au séminaire « le cadre de

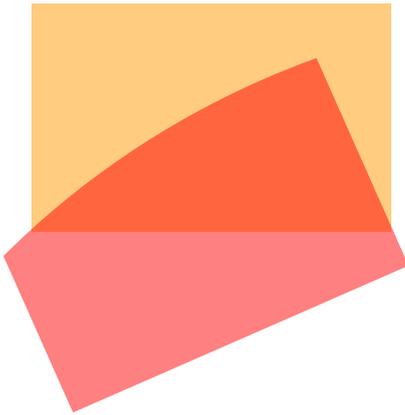
réalisation des évaluations par des pairs dans les pays d'Afrique » ;

- 15 au 17 novembre à Kampala (Ouganda) à la réunion régionale des Nations Unies sur la mesure des incapacités et des statistiques à l'appui de l'Agence 2030 pour le développement durable et de la population mondiale 2020 et programme de recensement de logement pour l'Afrique ;
- 15 au 18 novembre 2016 à Conakry (Guinée), à l'atelier sur les statistiques agricoles ;
- 21 au 23 novembre 2016 à Nairobi (Kenya) à la réunion de formation et de validation sur le cadre de S&E de l'AMCOW et de son Système informatique ;
- 23 au 26 novembre à Dakar (Sénégal) à la



réunion de groupe d'expert sur la charte africaine de la statistique et le consensus sur les données en Afrique de l'Ouest ;

- 27 novembre au 03 décembre à Abidjan (Côte d'Ivoire) à la Deuxième session du comité des Directeurs généraux des instituts nationaux de statistique (CoDGs) et la Cinquième session de la commission de statistique pour l'Afrique (StatCom-Afrique) ;
- 03 au 10 décembre 2016 à Stockholm (Suède) au voyage d'études dans le cadre de la 2ème phase du projet de coopération entre l'Institut National de la Statistique du Mali et Statistique Suède.



DRPSIAP

1. **La DRPSIAP de Kayes** a, au titre des rencontres, participé aux travaux de la revue annuelle des plans de travail roulants de mise en œuvre de la CPD Gouvernement du Mali/ UNICEF de la région de Kayes du 25 au 26 octobre 2016 ayant pour objet de :

- faire le point sur la mise en œuvre du PTR 2016-2017 pour le compte de l'année 2016, tant pour les volets programmatiques que financiers – en y incluant une situation des Partenariats avec les partenaires ONG et Société Civile ;
- D'analyser les performances de la région en termes de réduction des barrières bloquant les enfants vulnérables et désavantagés à jouir de leurs droits dans les domaines concernés (Education, Survie, Protection, etc.) ;
- évaluer et d'analyser les progrès atteints au cours de l'année 2016 – en référence aux résultats intermédiaires attendus ;
- compiler, consolider et faire valider par le Gouvernement les informations qui seront utilisées pour l'alimentation des bases des données d'analyse et évaluation (RAM/ VISION) ;
- mettre en exergue les nouvelles évidences, les leçons apprises, les bonnes pratiques et les innovations issues de la mise en œuvre de l'année 2016;
- tirer les recommandations et les éventuels réajustements pour l'année 2017.

Tenue les 25 et 26 octobre 2016 à l'hôtel BOUNA de Kayes sur financement Unicef, elle a regroupé les représentants des services techniques régionaux et locaux, la Société Civile et les ONG partenaires dans la mise en œuvre du programme.

Elle a également participé du 19 au 22 octobre 2016 à l'atelier d'affinement des indicateurs du Document Cadre de

Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) 2015 –2024 qui a pour objet d'améliorer et de rendre opérationnel le dispositif de suivi des impacts et effets dudit Document.

L'atelier qui s'est tenu à Hôtel Club de Sélingué sur financement de PADRE, PARADDER et PAI/MATDRE a vu la participation du Commissariat au Développement Institutionnel, de la Direction Générale des Collectivités Territoriales, des Cellule de Planification et de Statistiques (Education, Administration, Santé, Eau Assainissement), des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique de l'Aménagement du Territoire et de la Population des régions de Kayes, Sékou et des Partenaires Techniques et Financiers.

Elle a enfin participé à l'atelier d'implémentation de la nouvelle version de la base OISE « Outil Informatisé de Suivi Evaluation des indicateurs de la décentralisation » visant à analyser sa structure.

L'atelier qui s'est tenue à la DRPSIAP sur financement du PADRE-GIZ a vu la participation des services techniques du Plan (DRPSIAP, SLPSIAP) et du Conseil Régional de Kayes.

Au titre des missions et appui technique, la DRPSIAP a bénéficié du 7 au 14 octobre 2016 d'un appui dans le cadre de l'archivage des documents financé par le Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Ré-

qui a mis à sa disposition trois experts et un important lot de matériel. De même trois agents de la DRPSIAP et les chefs SLPSIAP ont été formés et 1518 documents ont été archivés.



2. **La DRPSIAP de Sékou** a, au titre des opérations spéciales, participé à la Mercoriale 2017 en vue de moraliser les dépenses publiques.

L'opération a été financée par l'Etat à hauteur de 1 189 000 F CFA et pour une durée de 1 mois.

La DRPSIAP a bénéficié de la formation de deux points focaux sur la base « Malikunnafoni », de la formation d'un agent sur le suivi-évaluation axé sur la GAR et la Planification Stratégique organisé par Lux-Dev et de la formation de trois agents sur la relance de la base OISE organisé par le PADRE-GIZ. Ces activités de formation sont considérées comme des faits importants pour la DRPSIAP de Sékou.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

forme de l'Etat (PADRE-GIZ)



DRPSIAP de Sékou, réunion sur la mercoriale des prix

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

3. La DRPSIAP de Tombouctou a, au titre des opérations spéciales, participé au mois de décembre 2016 au suivi de la mise en œuvre du programme d'urgence pour la relance du développement durable des régions du Nord Mali « PURDRN » qui a pour objet de Produire l'état de mise en œuvre du PURDRN dans la région de Tombouctou.

L'opération a été financée par le Budget national en partenariat avec AGETIER.

Au titre des rencontres, elle a participé du 31 octobre au 1er novembre 2016 à la revue annuelle régionale 2016 du nouveau Programme de Coopération Mali/Unicef en vue faire le bilan de l'utilisation des ressources et des réalisations au cours de l'année 2016 tout en analysant les progrès réalisés et les contraintes majeures, pour ainsi opérer d'éventuels ajustements pour l'année 2017

La rencontre qui s'est tenue à Tombouctou sur financement de l'Unicef a vue la participation des structures membres du CROCSAD.

Elle a également participé les 25 et 26 octobre 2016 à la Concertation régionale de Tombouctou dans le cadre de l'élaboration de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN) à Tombouctou dont l'objectif général est d'organiser l'atelier régional de concertation et de consultation autour des drafts de l'analyse diagnostique et des principales orientations stratégiques de la PoINSAN.

Tenue à Tombouctou sur financement du Commissariat à Sécurité Alimentaire elle a vue la participation des structures membres du CROCSAD.

Elle a aussi participé à l'atelier de restitution du compte administratif du Conseil Régional de Tombouctou (CRT) en vue de partager le bilan financier du CRT avec les acteurs socio-politiques et économiques afin de promouvoir la bonne gouvernance et la redevabilité.

Tenue à Tombouctou sur financement du Conseil Régio-

nal, elle a vue la participation des Services techniques régionaux, des élus, des ONG et des Partenaires au développement.



Atelier MODA à Fana, octobre 2016

Elle a enfin participé à l'atelier d'information sur le processus de capitalisation du Développement Economique et Régional « DER » dont l'objet est l'appropriation du processus par les acteurs.

Tenue à Tombouctou sur financement du CRT/PAIR, elle a vue la participation des Services techniques régionaux, des élus, des ONG et des Partenaires au développement.

Au titre des publications, la DRPSIAP a publié en décembre 2016 la Note de synthèse de la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord Mali accessible sur support papier.

Elle a également publié en octobre 2016 le Répertoire des outils de planification spatiale dans la région de Tombouctou accessible sur support papier et électronique.

4. La DRPSIAP de Gao a, au titre des rencontres, participé aux missions conjointes de supervision formative dans les DRPSIAP de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Gao, Kidal, Tombouctou et le district de Bamako en vue d'une meilleure coordination et de suivi-évaluation des questions de population aux niveaux régional et local.

Tenu à Gao sur financement de l'UNFPA, elle a vu la participation des Chefs de division de la DRPSIAP,

des Directions régionales de la Santé et de l'Académie d'Enseignement.

Elle a également participé à la Revue annuelle UNICEF dont l'objectif est de faire le bilan de l'utilisation des ressources et des réalisations au cours de l'année 2016 tout en analysant les progrès réalisés et les contraintes majeures, pour ainsi opérer d'éventuels ajustements pour l'année 2017.

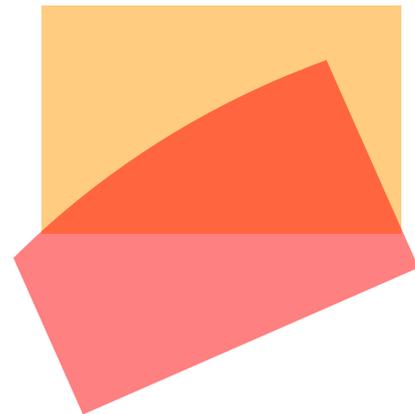
Tenu à Gao sur financement de l'UNICEF, elle a vu la participation des collectivités, des Préfets, des chefs de services régionaux, des PTF et des organisations de la société civile.

Elle a aussi participé à l'atelier national de restitution, de formation et d'appropriation des objectifs de développement durable (ODD) en vue d'informer et de sensibiliser les principaux acteurs sur les ODD pour une meilleure appropriation, leur priorisation et leur prise en compte dans les politiques, stratégies, projets et programmes de développement.

Tenu à Bamako sur financement du PNUD, elle a vu la participation des représentants des Institutions, des Services techniques des départements ministériels, des régions administratives, de la Société civile, du Secteur privé, des Collectivités Territoriales et des



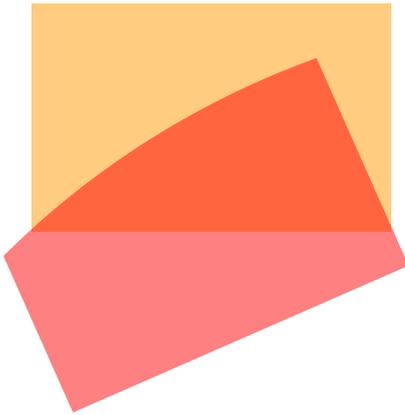
Partenaires techniques et Financiers.



DRPSIAP de Ségou, réunion sur la mercuriale des prix

Une bonne planification régionale et locale





Elle a enfin participé à l'atelier de renforcement des capacités des agents de collecte dans le cadre de l'INHPC ayant pour objet le renforcement des capacités des agents.



Financé sur le budget national, l'atelier qui s'est à Bamako a regroupé les agents de collecte des régions de Sikasso, Mopti, Gao et Bamako.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a organisé en partenariat avec le SNGP l'atelier sur l'élaboration du plan d'appui au développement de la région de Gao 2017-2020 ayant pour objet de doter la région d'un outil de programmation.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Cet atelier de 6 jours a regroupé l'ensemble des acteurs de la région (Collectivités Territoriales, Services Techniques, PTF et Société Civile).

5. La DRPSIAP de Kidal a, au titre des opérations spéciales, participé à la formation organisée par l'INSTAT sur la Mercoriale des prix en vue d'élaborer les prix de la région de Kidal.

Au titre des rencontres, elle a participé aux sessions ordinaire et extraordinaire du

CROCSAD en vue de faire l'examen des demandes de financement des Collectivités Territoriales sur les ressources du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT) et des programmes d'autres acteurs au développement.

Financées par l'ANICT, ces sessions ont vu la participation des Membres du Cabinet, des Préfets, des Directeurs des Services Techniques Régionaux, des élus et des représentants de la société civile.



Projet Hydro-électrique de Gouina

Elle a également participé du 29 au 30 décembre 2016 à l'atelier régional d'information et de sensibilisation sur les Autorités Intérimaires et sur la Régionalisation.



Financé par la Coopération Luxembourgeoise à travers DDRK, il a regroupé les Membres du Cabinet, les Préfets, les Directeurs des Services Techniques Régionaux, les élus et les représentants de la société civile, de la CMA, de la Plateforme, et de la MINUSMA.

6. La DRPSIAP de Bamako a, au titre des opérations spéciales, sur financement UNFPA, organisé du 14 au 16 décembre 2016 au Centre du Secteur Privé, l'atelier de validation de l'Annuaire statistique 2014 du District de Bamako.

Au titre des rencontres, elle a participé le 08/11/2016, à la rencontre entre les équipes EMOP du District de Bamako et les agents chargés de la collecte du module secteur informel.

La rencontre visait à prendre les dispositions pratiques pour le démarrage de la collecte du 3^{ème} passage de l'EMOP. Tenue à la DRPSIAP de Bamako, elle a regroupé les superviseurs, contrôleurs et enquêteurs de l'EMOP.

Au titre des publications, la



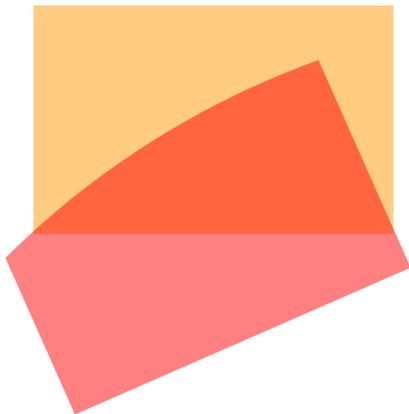
DRPSIAP a publié en décembre 2016 l'Annuaire Statistique 2014 du District de Bamako accessible en copie dure et électronique.



Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Atelier MODA à Fana, octobre 2016



CPS Secteur Coopération et Intégration

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



CPS Secteur Equipement Transport et Communication

CPS

1. CPS Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure

La CPS/SATFPSI a, au titre des opérations spéciales, organisé les 28 et 29 novembre 2016 l'atelier de validation de l'annuaire statistique 2015 en vue de mettre à la disposition des décideurs et autres utilisateurs les données statistiques fiables de l'année 2015 du secteur.

2. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, la CPS a participé à Casablanca (Maroc), à l'atelier de formation portant sur le thème Management pour Secrétaires et Assistants de Direction.

Financé sur le Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités Minières, l'atelier avait pour objet le renforcement des connaissances.

Elle a également participé à la session de formation sur la Gestion Axée sur les Résultats organisée par le CARFIP.

Cette formation tenue à Bamako sur financement du Budget national et du CARFIP a vu la participation de la CPS et autres structures du Ministère de l'Economie et des Finances.

Elle a aussi participé à la formation des cadres de l'Administration Publique avec pour objet la mise en œuvre des pratiques d'AE/CP.

Tenue à la DNPD sur financement national elle a vu la participation de la CPS et autres structures du Ministère de l'Economie et des Finances.

OBSERVATOIRES

1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a au titre des opérations spéciales organisé les travaux du Programme d'Appui à la Gouvernance et à la Résilience Economique pour la Réduction de la Pauvreté avec pour objectif l'élaboration des documents de travail en prélude de la tenue du comité

technique et du comité de pilotage.

Cet atelier de deux (2) jours financé par la CT-CSLP a vu la participation de l'ODHD/LCP, de la CT CSLP, du SHA, de la DNPD, de la Cellule Technique de Réforme du Climat des Affaires, de l'Agence pour la promotion des exportations et de la Direction de la Coopération Multilatérale.

Il a également participé à la formation sur «Le traitement et la rédaction des données qualitatives à l'intention des sociologues et anthropologues de l'ODHD et des représentants de certaines structures partenaires» en vue de renforcer les capacités des cadres de l'ODHD et celles des structures partenaires.

Cet atelier de dix (10) jours financé par l'ODHD a vu la participation de Direction Nationale du Développement Social, du Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés Coopératives, de la Direction Nationale de la Population et des Universités.

Il a enfin participé à la formation sur «l'analyse des données à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences)» en vue de renforcer les capacités des cadres de l'ODHD à l'analyse approfondie des données d'enquête à travers le logiciel de traitement SPSS.

Cet atelier de dix (10) jours financé par l'ODHD a vu la participation de l'ODHD et de l'INSTAT.

Au titre des rencontres, l'ODHD a pris part au Travaux du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) édition 2016 sur le thème « Migration, développement et lutte contre la pauvreté au Mali » ayant pour objet la dissémination du RNDH édition 2016 au niveau régional.

Tenus à Koulikoro sur budget ODHD, les travaux ont regroupé l'Equipe de l'ODHD, les Services tech-

niques régionaux, les Organisations de la société civile et les Acteurs du secteur privé.



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

L'OMA a au titre des publications, produit les bulletins mensuels d'octobre, novembre et décembre 2016 « Reflet » portant sur les prix et quantités des céréales, des produits non céréaliers, des produits halieutiques, des intrants et du bétail viande tous disponibles et accessibles sur son site www.oma.gov.ml



Observatoire du Marché Agricole

Il a également publié les rapports hebdomadaires (Communiqué, Poi Kan Poi, Situation et Synthèse). Ils portent sur les données et analyses des prix des produits agricole accessibles sur son site.

Il a aussi publié les rapports hebdomadaires des prix et des faits saillants pour l'analyse des prix et des quantités vendues sur les marchés de production et leur analyse.

Il a enfin publié Le Bulletin trimestriel Riz portant sur Analyse sur les prix et les quantités de riz (local et importé) accessible sur son site web.

KHI-DEUX

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Bassidy DIABATE Coordinateur du Groupe Suivi Budgétaire.



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

Le GSB utilise en général les statistiques dans presque tous les domaines. Les données utilisées sont généralement les agrégats.

Les statistiques proviennent

principalement de l'INSTAT.

L'accès aux données est facile et se fait généralement sur support papier, supports électroniques et Internet.

Le GSB fait généralement le déplacement chez le producteur pour avoir accès aux informations.

Le GSB n'a pas de relations particulières avec l'INSTAT, encore moins avec les autres structures du SSN. Les relations se limitent aux rencontres dans le cadre des ateliers et réunions.

Les chiffres utilisés le sont à titre illustratif pour étayer un argument ou une démonstration et à titre analytique pour comparer des situations dans le temps.

Le GSB n'a pas encore utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour préciser les objectifs et résultats des projets de développement.

Le GSB est satisfait des données utilisées et souhaite qu'elles soient améliorées en termes de fiabilité qui reste le facteur limitant.

Le GSB aimerait disposer des informations relatives aux indices de pauvreté et au revenu des ménages.

Le GSB souhaite que les Or-



ganisations de la Société civile soient ajoutées à la liste de diffusion de l'INSTAT

Le GSB serait intéressé par une formation de 3 personnes au moins à l'utilisation des logiciels statistiques sous forme d'ateliers de 2 ou 3 semaines.

Il pourrait également être intéressé par des sessions de formations au cours desquelles les principaux sujets à aborder porteront sur la Gouvernance, les liens de la pauvreté entre les différents secteurs, les finances publiques, la balance des paiements et le suivi du budget.

Groupe de Suivi Budgétaire

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement
est notre passion



Directeur de publication

Harouna KONE

Rédacteur en Chef

Souleymane KEITA

Comité de rédaction

Moussa TRAORE

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml